



6 DÉCEMBRE 2018

FAITS SAILLANTS

- Annulation de la marche du 8 décembre : l'opposition dit non aux leaders religieux
([L'Indicateur du Renouveau/Malijet](#) du 6 décembre 2018)
- Révision Constitutionnelle : une nouvelle aventure vouée à l'échec !
([L'Aube/Maliweb](#) du 6 décembre 2018)
- Pour dénoncer les violations de la Constitution malienne et des droits humains : le CDR, les APM et alliés marcheront le 10 décembre
([Le Pays/Malijet](#) du 6 décembre 2018)
- Burkina Faso : la justice française favorable à l'extradition de François Compaoré
([Jeune Afrique](#) du 5 décembre 2018)
- Le Danemark envisage d'envoyer les migrants délinquants sur l'île de Lindhomen
([France 24](#) du 5 décembre 2018)



POLITIQUE

NOTRE PARTI / L'OPPOSITION

Le Républicain/Malijet du 5 décembre 2018 - MKD

CONTRE LES DÉRIVES DU RÉGIME D'IBK : GRANDE MARCHÉ DE L'OPPOSITION LE SAMEDI 8 DÉCEMBRE PROCHAIN

EXTRAIT : « Les leaders de l'Opposition sont formels : leur marche du samedi 8 décembre prochain restera dans les annales de l'histoire du Mali. Ensemble, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), la Coalition des Forces Patriotiques (CoFoP) et l'association ADEMA comptent, à travers cette manifestation, se liguer contre les dérives (violences policières, dégradation de la situation sécuritaire au centre du Mali, découpage territorial, insouciance de l'État...) du régime d'IBK. »

.....
Le Républicain/Maliweb du 5 décembre 2018 - La Rédaction

RÉPRESSION DE LA MARCHÉ ORGANISÉE PAR LE FSD ET COFOP LE 16 NOVEMBRE DERNIER : L'OPPOSITION A RENCONTRÉ L'AMDH HIER

EXTRAIT : « Hier mardi 4 décembre 2018, dans l'après midi, le chef de file de l'opposition malienne Soumaila Cissé a rencontré la Commission Juridique et Judiciaire de l'Association malienne des droits de l'homme(AMDH), à son siège, à Hamdallaye. Selon l'opposition, la rencontre avait pour objectif « de faire un état des lieux de la répression barbare de la marche pacifique organisée conjointement par le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et la Coalition des Forces Patriotiques (CoFop), le vendredi 16 novembre dernier. » Au cours de ces échanges, explique, dans un communiqué l'AMDH, les membres de l'AMDH ont rappelé leur mandat qui est celui de la défense et protection des droits de l'Homme et ont réitéré leur disponibilité à recevoir et à écouté tout citoyen ou regroupement qu'il soit politique ou apolitique qui s'estime victime de violations de libertés fondamentales. L'AMDH dit avoir aussi « noté avec intérêt les griefs formulés par l'opposition politique ainsi que leur recommandation allant dans le sens de l'ouverture du dialogue entre l'opposition et le gouvernement. » »



L'Indicateur du Renouveau/Malijet du 6 décembre 2018 - Abdrahamane Diamouténé

ANNULLATION DE LA MARCHÉ DU 8 DÉCEMBRE : L'OPPOSITION DIT NON AUX LEADERS RELIGIEUX

EXTRAIT : « Les leaders religieux ont rencontré l'Opposition malienne, le mercredi 5 décembre 2018. L'objectif de cette rencontre était d'apaiser le climat politique qui reste tendu depuis la fin de l'élection présidentielle de juillet-août 2018. Les responsables de l'Opposition ont opposé une fin de non-recevoir à la demande de surseoir la marche du 8 décembre, formulée par les leaders religieux. »

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT / LA MAJORITÉ

L'Aube/Maliweb du 6 décembre 2018 - Brahim Fomba

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE : UNE NOUVELLE AVENTURE VOUÉE À L'ÉCHEC !

EXTRAIT : « Le Mali s'achemine-t-il vers une nouvelle crise de révision constitutionnelle ? De toute évidence, IBK ne semble pas avoir appris de la reculade nocturne humiliante de sa dernière tentative. Il s'entête et s'engage de nouveau dans une nouvelle aventure de tripatouillage constitutionnel comme annoncé par le Gouvernement. »



FACE À LA CRISE

L'Essor/Malijet du 5 décembre 2018 - Massa SIDIBE

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE SÉCURISATION INTÉGRÉ DES RÉGIONS DU CENTRE : L'UNION EUROPÉENNE OFFRE UN IMPORTANT LOT DE DE MATÉRIELS ET D'ÉQUIPEMENTS

EXTRAIT : « Dans le cadre de l'appui au Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre (PSIRC) mis en œuvre le 17 août 2017 par le Gouvernement, l'Union Européenne a remis un important lot de matériels et d'équipements aux forces de sécurité et de la protection civile à travers le projet PARSEC (Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité au Centre du Mali). Le lot est composé de 12 véhicules tout terrain, de gilets pare-balles, de casques balistiques et bien d'autres matériels. »

.....

RFI/Malijet du 6 décembre 2018 - La Rédaction

MAURITANIE : PREMIER SOMMET EXTRAORDINAIRE DU G5 SAHEL

EXTRAIT : « Nouakchott accueille ce jeudi 6 décembre le premier sommet extraordinaire du G5 Sahel avec ses partenaires et bailleurs de fonds. Le G5 regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Tous les chefs d'État ont fait le déplacement à l'exception du président malien IBK. La rencontre est destinée à mobiliser 2 milliards d'euros pour le financement de la première phase du programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel. »



SOCIÉTÉ

Le Pays/Malijet du 6 décembre 2018 - Boureima Guindo

POUR DÉNONCER LES VIOLATIONS DE LA CONSTITUTION MALIENNE ET DES DROITS HUMAINS : LE CDR, LES APM ET ALLIÉS MARCHERONT LE 10 DÉCEMBRE

EXTRAIT : « Le porte-parole du Collectif pour la Défense de la République (CDR), Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath a animé une conférence de presse hier, mercredi 5 décembre 2018, à la Maison de la presse. L'occasion pour lui de dénoncer le vote du projet de loi prorogeant le mandat des députés par les élus nationaux membres de la coalition COFOP-FSD et aussi d'annoncer la marche que son mouvement organise le 10 décembre en alliance avec les APM, l'association des conducteurs des « Katakatani » et des activistes. »

.....

L'Indicateur du Renouveau/Maliweb du 6 décembre 2018 - Oumar B. Sidibé

DE LA FRANCE AU MALI : QUAND LE PHÉNOMÈNE GILETS JAUNES S'EXPORTE AU MALI

EXTRAIT : « Une coalition d'associations et mouvements de jeunes a manifesté hier à Bamako contre la prorogation du mandat des députés et le projet de découpage administratif. Tous les manifestants portaient des gilets jaunes. "Nous nous sommes inspirés de ce qui se passe en France actuellement", a confié un des Porte-paroles de la Coalition. »

.....

L'Indicateur du Renouveau/Malijet du 6 décembre 2018 - Adama Diabaté

COMMUNE VI : LE MAIRE ADJOINT DÉPLORE LE NON-PAIEMENT DES TAXES PAR DES COMMERÇANTS

EXTRAIT : « La mairie de la Commune VI, en partenariat avec le Conseil National de la Société Civile et la Cellule d'appui à la réforme des finances publiques, a organisé une journée de restitution du compte administratif 2017 et de partage du budget 2019. C'était hier, mercredi, 5 décembre 2018 dans la salle de conférence de la mairie en présence des conseillers, des chefs de quartier, des imams des quartiers de la commune VI et plusieurs autres notabilités. »



ACTU AFRIQUE

Jeune Afrique du 5 décembre 2018

RESTITUTION DU PATRIMOINE : UNE PREMIÈRE ŒUVRE DE RETOUR À DAKAR APRÈS UN LONG EXIL

EXTRAIT : « Première œuvre restituée au Sénégal, le masque-heaume Mende originaire de Sierra Leone a pu retrouver sa place à Dakar, au sein du musée Théodore Monod d'art africain, grâce au combat du galeriste belgo-congolais Didier Claes. »

.....

Jeune Afrique du 5 décembre 2018

BURKINA FASO : LA JUSTICE FRANÇAISE FAVORABLE À L'EXTRADITION DE FRANÇOIS COMPAORÉ

EXTRAIT : « La justice française a rendu un avis favorable à la demande d'extradition du petit frère de Blaise Compaoré vers le Burkina Faso dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Norbert Zongo. Mais ce dernier ne devrait pas être extradé de sitôt, car sa défense dispose encore de plusieurs recours judiciaires pour contester cette décision. »

.....

RFI du 6 décembre 2018

LE CAMEROUN SE PENCHE SUR LES CAUSES DU RETRAIT DE L'ORGANISATION DE LA CAN 2019

EXTRAIT : « Après le retrait par la CAF de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations que le Cameroun devait accueillir en 2019, le Premier ministre a réuni mercredi 5 décembre le COMIP-CAN (le Comité central d'organisation) de la CAN. Un seul point était à l'ordre du jour : l'examen des causes de ce retrait. Les participants ont aussi étudié l'éventualité des poursuites judiciaires contre la CAF. »



ACTU INTERNATIONALE

RFI du 6 décembre 2018

TAXES: NOUVEAU REcul DE MACRON MAIS DES «GILETS JAUNES» TOUJOURS REMONTÉS

EXTRAIT : « L'Elysée a annoncé, le 5 décembre au soir, que la hausse des carburants était finalement annulée pour 2019. Initialement, cette augmentation était seulement gelée pour six mois. Emmanuel Macron recule d'un pas supplémentaire et prend tout le monde de court dans son camp, à commencer par son Premier ministre. Un geste encore insuffisant pour nombre de « gilets jaunes ». »

.....

France 24 du 5 décembre 2018

LE DANEMARK ENVISAGE D'ENVOYER LES MIGRANTS DÉLINQUANTS SUR L'ÎLE DE LINDHOMEN

EXTRAIT : « Le Danemark souhaite envoyer les migrants délinquants en attente d'expulsion sur l'île de Lindhomen, au large de Copenhague. Amnesty International dénonce un véritable lieu de "détention". Le Danemark, qui ne cesse de durcir sa politique migratoire, vient de franchir un nouveau cap. À partir de 2021, le pays envisage d'envoyer les migrants délinquants en attente d'expulsion sur l'îlot de Lindhomen, un bout de terre de 7 hectares situé à une centaine de kilomètres au large de Copenhague. La mesure, dévoilée le 30 novembre, a été prise dans le cadre de l'accord sur le budget négocié entre le gouvernement conservateur du Premier ministre, Lars Lokke Rasmussen, et son allié, le parti d'extrême droite anti-migrant Dansk Folkeparti. »

.....

RFI du 6 décembre 2018

ETATS-UNIS: LA COOPÉRATION DE FLYNN AVEC LA JUSTICE, UNE MENACE POUR TRUMP?

EXTRAIT : « Aux Etats-Unis, le procureur spécial chargé de l'enquête russe, Robert Mueller, a recommandé mardi une peine sans détention pour Michael Flynn, éphémère conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, évoquant son « aide substantielle » dans les investigations. Cette coopération pourrait-elle constituer une menace pour le président américain ? Pour l'instant, aucune preuve tangible de la collusion entre l'équipe de campagne du magnat de l'immobilier et Moscou n'a été apportée par le procureur Mueller, qui enquête depuis 18 mois. Mais le président semble de plus en plus agacé par ces investigations qui empoisonnent son mandat: M. Trump critique avec véhémence sur Twitter les enquêteurs, Robert Mueller au premier chef, et dénonce une « chasse aux sorcières ». »



SPORTS

RFI du 5 décembre 2018

CAN 2019: L'EGYPTE NE SOUHAITE PAS ÊTRE CANDIDATE À L'ORGANISATION DU TOURNOI

EXTRAIT : « La Fédération égyptienne de football a décidé de ne pas déposer sa candidature pour l'organisation de la CAN 2019. Le Cameroun s'est vu retirer l'organisation la semaine dernière. « Après une réunion fédérale tenue mardi 4 décembre, nous avons décidé de ne pas nous porter candidat à l'organisation de la CAN 2019, nous n'entrerons pas en concurrence avec un autre pays arabe, c'est une décision officielle », a déclaré le porte-parole de la Fédération égyptienne de football, Ahmed Megahed. »

INSOLITE

20 Minutes du 5 décembre 2018

ETATS-UNIS: UN ENFANT DE 9 ANS MET FIN À L'INTERDICTION DES BATAILLES DE BOULES DE NEIGE DANS SA VILLE

EXTRAIT : « L'injustice pour les enfants de Severance (Etats-Unis) a pris fin. Cette petite ville du Colorado a interdit les batailles de boules de neige sur son territoire pendant près d'un siècle. Mais Dane Best, un garçon de 9 ans qui voulait s'adonner légalement à ce plaisir hivernal, a convaincu son conseil municipal de lever la mesure. « Les enfants d'aujourd'hui ont besoin de bonnes raisons pour jouer dehors », a-t-il expliqué ce lundi devant les élus de Severance. Le garçon avait de solides arguments à faire valoir. « Des études suggèrent que le manque d'exercice à l'extérieur peut provoquer l'obésité, des troubles de l'attention, l'anxiété et la dépression », a ainsi plaidé Dane Best, qui souhaitait surtout « pouvoir lancer une boule de neige sans être hors la loi ». L'ordonnance prise par la municipalité de Severance, à sa fondation en 1920, interdisait tout jet de pierre ou autre « projectile ». Et malheureusement pour les enfants de la ville de 4.000 habitants, les boules de neige rentraient dans cette catégorie. Depuis qu'il avait appris l'existence de cette « loi d'un autre temps » il y a un mois et demi, Dane Best ne cessait d'en parler. Il avait même convaincu ses copains d'école d'écrire au conseil municipal pour protester, a raconté sa mère au journal local Greeley Tribune. Ce lundi, le conseil municipal de Severance a officiellement écouté les arguments du garçon. Et il lui a donné gain de cause, en votant à l'unanimité la levée de l'interdiction des boules de neige. Dane Best s'est vu offrir par le maire le « premier lancer de boule de neige légal » de l'histoire de Severance, à la sortie de l'hôtel de ville. L'enfant a promis de s'abstenir de viser les fenêtres. Il a assuré que son petit frère serait sa cible privilégiée. »